

Déclaration sur la répression au Bangladesh

dimanche 21 juillet 2024, par [CADTM International](#) (Date de rédaction antérieure : 21 juillet 2024).

Le CADTM dénonce la brutalité et la violence de la répression déployée contre les étudiants qui protestent contre les quotas d'emploi imposé par le gouvernement du Bangladesh. Plus de 150 décès ont été signalés tandis que des milliers de manifestants ont été blessés. Dans un pays où près de 40 % des jeunes sont sans emploi et n'ont qu'un accès limité à l'éducation, le mouvement étudiant est bien présent dans les rues, à manifester contre la décision autorisant les quotas d'admission aux postes de la fonction publique. Le premier ministre a imposé un couvre-feu national, a donné l'ordre aux militaires de tirer à vue et a fermé presque tous les canaux de communication, y compris l'Internet.

Le CADTM dénonce toute action du gouvernement du Bangladesh qui porte atteinte aux libertés civiles. Malgré l'utilisation de gaz lacrymogènes, de grenades assourdissantes et de balles réelles par la police, les étudiants continuent de descendre dans la rue.

Les manifestations massives des étudiants ont éclaté lorsque le gouvernement, à la suite d'un arrêt de la Cour suprême, a annoncé la réintroduction de « quotas » pour les emplois publics, indiquant que 30 % de ces emplois seraient réservés aux descendants de ceux qui sont considérés comme des « héros de la guerre d'indépendance » (1971). Ce système de « quotas » était suspendu depuis 2018, date à laquelle une vague de protestations contre ce système avait également envahi les rues.

Des milliers d'étudiants de toutes les universités ont spontanément inondé les rues de Dhaka, Chittagong et d'autres villes. Venant des universités de Dhaka, Jahangirnagar, Rangpur et Cumilla, les jeunes ont organisé des sit-in sur les principales avenues de la capitale de 30 millions d'habitants. Le mouvement a rapidement pris de l'ampleur et a attiré des lycéens et des étudiants de l'intérieur du pays.

L'économie du Bangladesh, qui était autrefois la vitrine des réformes néolibérales, traverse une crise depuis le milieu de l'année 2022. Cette crise s'est traduite par un taux de chômage élevé, de l'inflation et une baisse des réserves de change, ce qui a contraint le gouvernement à demander des renflouements au FMI.

Le gouvernement de la Ligue Awami, dirigé par Sheikh Hasina, chouchou du capital national et international, a déjà pris de sévères mesures autocratiques, réduisant pratiquement à néant les rares vestiges de la démocratie populaire dans cette république politiquement fragile. L'attaque brutale contre les manifestations étudiantes dépasse en violence toutes les répressions précédentes.

Le CADTM est solidaire des familles des étudiants morts et blessés. Nous demandons également

- Des excuses publiques du Premier ministre du Bangladesh pour la mort des étudiants.
- La démission des ministres responsables de la répression et de l'incitation à la violence.
- Une enquête approfondie et impartiale sur le rôle des fonctionnaires de police dans les tirs aveugles sur les étudiants, qui ont fait des centaines de morts et de blessés.

- L'indemnisation des morts et des blessés.
- La reprise des activités académiques.
- Pas de poursuites à l'encontre des étudiants qui ont participé aux manifestations.
- Une enquête internationale indépendante sur le rôle du gouvernement du Bangladesh dans ce massacre.

CADTM International

Date : 22 juillet, 2024

P.-S.

- CADTM. 21 juillet 2024 :
<https://www.cadtm.org/DECLARATION-DU-CADTM-SUR-LA-REPRESSION-AU-BANGLADESH>